



Monsieur Claude Wiseler
Président de la
Chambre des Député·e·s
Luxembourg

Luxembourg, le 3 juin 2026

Monsieur le Président,

Par la présente, je me permets de poser une question à Monsieur le **Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme** concernant **l'avenir du réseau de gaz naturel au Luxembourg**.

Le Luxembourg poursuit l'objectif de neutralité climatique à l'horizon 2050. Dans ce contexte, la transition progressive vers des systèmes de chauffage durables, notamment les pompes à chaleur, s'impose d'un point de vue technologique et est soutenue sur le plan politique, p.ex. par des aides financières étatiques.

Le chauffage au gaz naturel, aujourd'hui encore le moyen de chauffage le plus répandu dans le secteur résidentiel, devra ainsi disparaître progressivement. Dans ce contexte se pose de manière croissante la question de la viabilité économique et technique à long terme du réseau de distribution de gaz naturel. Un réseau gazier engendre des coûts fixes importants, notamment l'entretien et le renouvellement des conduites, les contrôles de sécurité, la surveillance des fuites, la continuité opérationnelle du service ainsi que les investissements nécessaires de modernisation.

Si le nombre de ménages raccordés au réseau devait diminuer fortement au cours des prochaines décennies, ces coûts devraient être répartis sur un nombre décroissant d'utilisateurs. Cela pourrait entraîner une augmentation significative des coûts de réseau par client ainsi que des difficultés économiques pour l'exploitation de certains tronçons du réseau.

Dans ce contexte, même en mettant à part les considérations climatiques, de nombreux ménages s'interrogent légitimement sur le fait de savoir si l'installation actuelle d'un nouveau chauffage au gaz peut encore être considérée comme un investissement sûr à long terme, notamment étant donné que les chaudières modernes sont généralement conçues pour une durée d'exploitation de 20 à 30 ans.

Dans ce contexte, je me permets de poser les questions suivantes :

- 1. Existe-t-il actuellement des scénarios ou études concernant l'évolution du nombre de ménages raccordés au réseau gazier d'ici 2040 et 2050 ?**
- 2. Le Gouvernement estime-t-il que le maintien intégral du réseau gazier actuel restera économiquement soutenable à long terme si une part importante des ménages se tourne vers d'autres systèmes de chauffage ? Selon le Gouvernement, comment la prise en charge des frais de réseau devra être organisée à l'avenir ?**
- 3. Des discussions ont-elles déjà eu lieu avec les gestionnaires de réseau concernant une éventuelle fermeture progressive de tronçons du réseau devenus économiquement non viables ?**
- 4. Le Gouvernement envisage-t-il mettre en place une feuille de route transparente à long terme concernant l'avenir du réseau gazier luxembourgeois, notamment en ce qui concerne le maintien, la réduction progressive ou un éventuel démantèlement partiel du réseau de distribution de gaz naturel, afin de permettre aux ménages, aux communes et aux entreprises de prendre leurs décisions d'investissement sur une base fiable et prévisible ?**

5. Dans l'hypothèse de l'élaboration d'une telle feuille de route détaillant l'avenir du réseau de distribution de gaz, le Gouvernement prévoit-il que celle-ci soit déclinée à une échelle territoriale ou locale, afin de permettre aux ménages et aux entreprises de disposer d'une visibilité concrète sur la durée probable de maintien du réseau dans leur zone respective ainsi que sur les échéances éventuelles de transformation ou de réduction du réseau ?
6. Selon le Gouvernement, les obligations légales actuelles des gestionnaires de réseau sont-elles suffisantes pour garantir une information précoce des clients concernant une éventuelle mise hors service future ou une absence de modernisation de certains tronçons du réseau ? Dans la négative, le Gouvernement envisage-t-il l'introduction d'obligations contraignantes en matière d'information et de délais de préavis, par exemple un préavis minimal de dix ans voire davantage, compte tenu de la durée de vie typique des installations de chauffage, généralement comprise entre 20 et 30 ans, afin de permettre aux ménages et aux entreprises de planifier leurs investissements de manière fiable ?

Veillez agréer, Monsieur le Président, l'expression de ma très haute considération.



Joëlle Welfring
Députée